



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 8 décembre 2017**

#### **Votants présents :**

Mme Sophie PIQUEMAL, Mme Cécile SAINT-MARC, M. Jacques CHAUVET, M. Jean-Jacques EROLES, M. Jean-Guy PERRIERE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Jean TOUZEAU.

#### **Assistaient à la réunion :**

M. Eric COIGNAT.

#### **Président de séance :**

M. Jean TOUZEAU

#### **Secrétaire de séance :**

M. Jacques CHAUVET

#### **Assistaient également à la réunion :**

M. Alain DEVOS (1<sup>er</sup> adjoint mairie de Lanton)

Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Cyril CLEMENT (Directeur du SMPBA).

- **Délibération n° : 47-2017**
- **Objet : Signature de la convention générale de transfert des ports départementaux au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 8 décembre 2017, à La Teste de Buch, approuve à l'unanimité la présente délibération.

**SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**  
**Conseil Syndical du 8 décembre 2017**

- **Délibération n° : 47-2017**
- **Objet : Signature de la convention générale de transfert des ports départementaux au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon**

La délibération n° 11-2017 du 13 juillet 2017 donnait mandat au Président pour engager le travail auprès des différentes collectivités adhérentes au Syndicat Mixte afin de conclure avec chacune les conventions de transfert des ports au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.

Pour organiser ce transfert, une convention générale de transfert des douze ports départementaux a été élaborée entre le Département et le Syndicat Mixte, qui concerne :

- Les 8 ports départementaux en gestion directe de La Teste de Buch et de Gujan-Mestras ;
- Le port concédé de Cassy à Lanton ;
- Le port concédé de Taussat à Lanton ;
- Le plan d'eau du port ostréicole concédé d'Andernos les Bains ;
- Le port ostréicole concédé d'Arès.

La présente délibération consiste donc à donner mandat au Président pour signer cette convention générale de transfert.

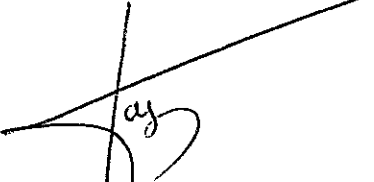
**Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 8 décembre 2017 décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention générale de transfert qui doit intervenir entre le Département de la Gironde et le SMPBA pour le transfert des 12 ports départementaux au Syndicat Mixte.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 8 décembre 2017

Le Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU

## CONVENTION GENERALE DE TRANSFERT

### DES PORTS DEPARTEMENTAUX

#### au SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

conclue en application de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015

portant nouvelle organisation territoriale de la République

- VU le code des Transports, le code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 22,
- VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat, modifiée par la loi N° 2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (Article 30),
- VU les arrêtés préfectoraux du 9 janvier 1984 et 17 mars 1988 fixant la liste des ports transférés au Département et les procès verbaux associés,
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 portant désignation des collectivités bénéficiaires de l'autorité portuaire au sens de la procédure de transfert prévue par l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 autorisant la création du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon ;
- VU le procès verbal constatant les nouvelles limites du domaine public maritime mis à disposition du Département de la Gironde pour la gestion du port de La Teste centre en date du 7 mars 2013 complétant les limites fixées par le procès verbal du 3 février 1988 ;
- VU le procès verbal constatant les limites du domaine public maritime mis à disposition du Département de la Gironde pour la gestion du port de Rocher en date du 3 octobre 1988 ;
- VU le procès verbal constatant les nouvelles limites du domaine public maritime mis à disposition du Département de la Gironde pour la gestion du port de Meyran en date du 2 octobre 2013 ;
- VU le procès verbal constatant les limites du domaine public maritime mis à disposition du Département de la Gironde pour la gestion des ports de Gujan, Larros, Canal et La Barbotière en date 30 mai 1988, modifié les 28 juin et 26 décembre 1989 ;
- VU le procès verbal constatant les nouvelles limites du domaine public maritime mis à disposition du Département de la Gironde pour la gestion du port de La Mole en date du 2 octobre 2013 ;
- VU le procès verbal de mise à disposition du Département de la Gironde des dépendances du Domaine Public Maritime pour l'aménagement et l'exploitation du port de Cassy en date du 2 décembre 1986 complété par le procès verbal du 2 octobre 2013 ;

- VU l'arrêté préfectoral d'extension des emprises portuaires du port de Cassy au profit du Département de la Gironde en date du 27 août 2013 et le procès-verbal de mise à disposition correspondant ;
- VU le procès verbal de mise à disposition du Département de la Gironde des dépendances du Domaine Public Maritime pour l'aménagement et l'exploitation du port de Taussat en date du 17 février 1987 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1979 fixant les limites administratives du port ostréicole d'Andernos les Bains ;
- VU le procès verbal de mise à disposition du Département de la Gironde pour l'aménagement et l'exploitation du port ostréicole d'Andernos les Bains en date du 20 mars 1989 ;
- VU le procès verbal de mise à disposition du Département de la Gironde pour l'aménagement et l'exploitation du port ostréicole d'Arès, dit de Lège, en date du 2 décembre 1986 ;
- VU la convention de concession entre le Département de la Gironde et la commune de Lanton pour l'exploitation des ports de Cassy et de Taussat en date du 2 décembre 1997 et l'avenant n°1 en date du 15 septembre 2008 ;
- VU la convention de concession en date du 2 avril 1996 entre le Département de la Gironde et la commune d'Andernos les Bains pour l'exploitation du port ostréicole ;
- VU l'arrêté interministériel du 15 mars 1968 accordant à la commune d'Arès une concession pour l'établissement et l'exploitation d'un port ostréicole et de son outillage au lieu-dit Port de Lège, ainsi que l'avenant n°1 au cahier des charges de concession du 12 octobre 1976 ;
- VU les délibérations du Conseil départemental de la Gironde en date du 17 octobre et 28 novembre 2016 et du 13 avril 2017 ;
- VU la délibération 11-2017 du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon en date du 13 juillet 2017 ;

CONSIDERANT qu'une commission locale pour l'évaluation des ressources et des charges transférées (CLERCT) devrait prochainement se prononcer sur le montant de la dotation de transfert du Département au Syndicat Mixte ;

ENTRE

Le département de la Gironde, représenté par le Président du Conseil départemental de la Gironde, Monsieur Jean-Luc GLEYZE, ci-après dénommé « le Département », d'une part,

ET

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, représenté par son Président, Monsieur Jean TOUZEAU, ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :



## TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet, en application de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, de définir les modalités de mise en œuvre du transfert de compétence entre le Département de la Gironde et le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon pour les ports suivants :

#### Ports départementaux en gestion directe :

- La Teste centre à La Teste de Buch ;
- Rocher à La Teste de Buch ;
- Meyran à Gujan-Mestras ;
- Gujan à Gujan-Mestras ;
- Larros à Gujan-Mestras ;
- Canal à Gujan-Mestras ;
- La Barbotière à Gujan-Mestras ;
- La Mole à Gujan-Mestras ;

#### Ports départementaux concédés aux communes :

- Cassy à Lanton ;
- Taussat à Lanton ;
- Port ostréicole à Andernos les Bains ;
- Port ostréicole à Arès ;

pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de ces ports.

Elle a également pour objet de fixer la date de ce transfert.

### Article 2 : Délimitation administrative des ports et règlements spécifiques

Les dépendances du Domaine Public Maritime (DPM) telles qu'elles ont été définies suite aux procès verbaux constatant :

- les nouvelles limites du domaine public maritime mis à disposition du Département pour la gestion du port de La Teste centre en date du 7 mars 2013 complétant les limites fixées par le procès verbal du 3 février 1988 ;
- les limites du domaine public maritime mis à disposition du Département pour la gestion du port de Rocher en date du 3 octobre 1988 ;
- les nouvelles limites du domaine public maritime mis à disposition du Département pour la gestion du port de Meyran en date du 2 octobre 2013 ;
- les limites du domaine public maritime mis à disposition du Département pour la gestion des ports de Gujan, Larros, Canal et La Barbotière en date du 30 mai 1988, modifiées les 28 juin et 26 décembre 1989 ;
- les nouvelles limites du domaine public maritime mis à disposition du Département pour la gestion du port de La Mole en date du 2 octobre 2013 ;
- les nouvelles limites du Domaine Public Maritime mis à disposition du Département pour la gestion du port de Cassy conformément à l'arrêté préfectoral en date du 27 août 2013, venant compléter le PV de mise à disposition du 2 décembre 1986 ;
- les limites du Domaine Public Maritime mis à disposition du Département pour la gestion du port de Taussat en date du 17 février 1987 ;
- les limites du Domaine Public Maritime mis à disposition du Département pour l'aménagement et l'exploitation du port ostréicole d'Andernos en date du 20 mars 1989 ;
- les limites du Domaine Public Maritime mis à disposition du Département pour l'aménagement et l'exploitation du port ostréicole d'Arès (lieu-dit Port de Lège) en date du 2 décembre 1986 ;

sont mises à la disposition du bénéficiaire.

Les limites des dépendances du Domaine Public Maritime transféré au bénéficiaire au titre de ces ports, situés sur les territoires de la commune de La Teste de Buch, de la commune de Gujan-Mestras, de la commune de Lanton, de la commune d'Andernos les Bains et de la commune d'Arès, sont définies en coordonnées Lambert III (pour les plus anciens PV de transfert) ou Lambert 93 dans les différents procès-verbaux susnommé et figurent en annexe n°1 à la présente convention et les plans correspondants en annexe n°2.

Les règlements spécifiques applicables au port sont joints en annexe n°3 à la présente convention.

### **Article 3 : Remise des biens transférés**

La liste des ouvrages constructions et installations concernés par le présent transfert figure en annexe n°4 à la présente convention.

### **Article 4 : Transfert des contrats en cours et autorisations**

Le bénéficiaire est substitué au Département dans les contrats, conventions et autorisations existant à l'entrée en vigueur du transfert. La liste des contrats, autorisations d'occupation temporaires et conventions d'occupation temporaire en cours est jointe en annexe n°5 à la présente convention :

- Les conventions de concession concernant les ports d'Arès conformément à l'arrêté interministériel du 15 mars 1968, d'Andernos les Bains en date du 2 avril 1996 et de Lanton en date du 2 décembre 1997 et son avenant du 15 septembre 2008, sont transférées au Syndicat Mixte.
- Les conventions d'occupation constitutives de droits réels établies avec les occupants du domaine portuaire sont transférées au Syndicat Mixte.

### **Article 5 : Transfert des marchés publics en cours**

Les marchés publics établis antérieurement par le Département pour l'aménagement et l'entretien des ports départementaux gérés directement par le Département, qui ne sont pas soldés au 31 décembre 2017, font l'objet d'un transfert au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon. Ces marchés sont listés en annexe n°6.

### **Article 6 : Modalités de gestion des dossiers contentieux et précontentieux en cours**

Les contentieux et pré-contentieux, à l'exception de ceux relatifs aux contraventions de grande voirie, dont le fait générateur se sera produit au plus tard le 31 juillet 2017 et relatifs à l'une des compétences et dispositifs transférés seront de la seule responsabilité du Département.

Lorsque les conditions définies à l'alinéa précédent sont réunies, les conséquences financières demeurent imputables au Département, qu'elles se traduisent par un gain ou une charge financière.

Les contentieux en cours relatifs aux contraventions de grande voirie seront transférés au Syndicat mixte à compter du transfert de compétence. La liste des contentieux concernés est jointe en annexe n°7.

### **Article 7 : Signalisation maritime et balisage portuaire**

Le bénéficiaire établira et entretiendra les installations de signalisation maritime faisant partie des emprises portuaires.

La convention tripartite entre l'Etat, le Département et le SIBA relative au « Balisage fixe des chenaux intérieurs du bassin d'Arcachon » en date du 20 décembre 2007 est transférée au SMPBA au titre des responsabilités du Département. Conformément à l'article 9 de ladite convention, celle-ci pourra être révisée à l'occasion de ce transfert de compétence. Cette convention est jointe en annexe n° 8 à la présente convention de transfert.



## **Article 8 : Dragages**

Les opérations de dragage des ports transférés et de leurs accès relèvent de la responsabilité du bénéficiaire.

Les cotes de références établies par le Service Maritime et de Navigation de la Gironde figurent en annexe n°9 à la présente convention.

La convention-cadre entre le Département et le SIBA relative à la « Mutualisation des moyens en vue du dragage des ports départementaux en gestion directe et pour le réemploi des sédiments sableux sur le bassin d'Arcachon » en date du 26 novembre 2012 est transférée au SMPBA au titre des responsabilités du Département. Ladite convention-cadre pourra être révisée à l'occasion de ce transfert de compétence. Cette convention est jointe en annexe n°9 à la présente convention de transfert.

## **TITRE 2 – RESPONSABILITES TRANSFEREES**

### **Article 9 : Aménagement et exploitation du port**

Les dépendances du domaine public maritime visé à l'article 2 de la présente convention sont mises à disposition du bénéficiaire, pour lui permettre d'assurer l'aménagement, l'entretien et la gestion des ports concernés dans le respect des lois et règlements en vigueur.

### **Article 10 : Attributions de gestion**

En tant qu' « autorité portuaire », responsable du service public portuaire, le bénéficiaire définit la stratégie de développement et de valorisation des emprises disponibles et assure la maîtrise d'ouvrage des infrastructures non concédées et des extensions de port.

Il détermine le régime d'exploitation des ports, dans le respect des dispositions de droit commun applicables en fonction de ses impératifs de gestion (régie directe, sous-traitance ou délégation de service public, ou tout autre mode de gestion qu'il estimera approprié). Le cas échéant, il désigne le ou les exploitant(s) concessionnaire(s).

Pour le domaine public maritime mis à disposition, dont les caractères d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité sont confirmés, le bénéficiaire ou, le cas échéant, si le contrat de concession le prévoit, le concessionnaire, exerce les attributions de gestion et est notamment compétent pour accorder les autorisations d'occupation, fixer le montant des redevances et en percevoir les produits.

Conformément aux dispositions de l'article R.5321-11 du code des transports, le bénéficiaire fixe les tarifs de droits de port prévus à l'article R.5321-1 du code des transports, le cas échéant sur proposition de son concessionnaire (article R.5321-12 du code des transports).

Ces droits de port sont recouvrés par l'administration des douanes en application des articles L5321-3 du code des transports et 285 du code des douanes.

Le bénéficiaire peut, sur le fondement des articles L.2122-17, L.2122-18 et L.2122-20 et dans le respect de l'article L.1311-5 du code général de la propriété des personnes publiques, accorder de nouveaux titres constitutifs de droits réels sur le domaine public transféré.

## **Article 11 : Pouvoir de police**

Le bénéficiaire, en sa qualité d'autorité portuaire et d'autorité investie du pouvoir de police portuaire assure les pouvoirs de police dans les conditions définies par le code des transports.

Il règlemente l'usage des installations et appareils dans l'intérêt de la sécurité publique et saisit directement le tribunal administrativement compétent des procès verbaux de contravention de grande voirie conformément aux dispositions de l'article L.5337-3-1 du code des transports et par dérogation aux dispositions du code de justice administrative, dans les conditions et suivant les procédures prévues par le code de justice administrative, sans préjudice des compétences dont dispose le préfet en la matière.

Le bénéficiaire du transfert sera tenu de se conformer à la réglementation en vigueur.

## **TITRE 3 – MODALITES DE TRANSFERT**

### **Article 12 : Conditions financières**

Les modalités de compensation financière des transferts de compétence à titre définitif sont prévues par l'article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République.

Le montant et les modalités de versement de cette compensation seront définis en CLERCT.

### **Article 13 : Dispositions relatives aux ressources humaines**

Les conditions de mise à disposition des agents du Département au Syndicat Mixte font l'objet d'une convention spécifique jointe en annexe n°11 à la présente convention.

### **Article 14 : Impôts et taxes**

Le bénéficiaire supportera la charge de tous les impôts et notamment les taxes foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis ouvrages et dépendances, sauf à en récupérer la charge sur les occupants (concessionnaires ou permissionnaires) dans le cadre de contrats de gestion passés avec ces derniers.

Le cas échéant, le bénéficiaire est tenu, en outre, de souscrire elle-même la déclaration des constructions nouvelles prévue à l'article 1406 du code général des impôts pour bénéficier, s'il y a lieu, de l'exonération temporaire des impôts fonciers.

### **Article 15 : Entrée en vigueur du présent transfert**

Le présent transfert prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## **TITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 16 : Archives**

Les archives relatives aux ports concernés, objet du présent transfert, seront remises au bénéficiaire.

### **Article 17: Assurances**

Le bénéficiaire se garantit contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'activité des ports concernés.



**Article 18 : Relations du bénéficiaire avec les services de l'Etat opérant sur le port, notamment les services des Douanes**

Les agents des douanes, de la police et des affaires maritimes auront, en tout temps, libre accès en tout point des différents ports concernés.

**Article 19 : Impression et diffusion**

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux destinés :

- au bénéficiaire,
- au Département,
- au Préfet de la Gironde.

**Article 20 : Publication**

La présente convention et la liste des pièces qui lui sont annexées seront publiées au recueil des actes administratifs du département de la Gironde et du Syndicat Mixte.

**Article 21 : Règlement des litiges**

En cas de difficultés dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher les voies d'une conciliation amiable avant toute action contentieuse, le cas échéant en désignant d'un commun accord un tiers ayant pour mission de les accompagner à cet effet. En cas de litige non résolu par voie amiable, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, le

**Jean TOUZEAU**

**JEAN-LUC GLEYZE**

Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon

Président du Conseil départemental  
Conseiller départemental  
du canton Sud-Gironde

## SOMMAIRE

### TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

Article 2 : Délimitation administrative des ports et règlements spécifiques

Article 3 : Remise des biens transférés

Article 4 : Transfert des contrats en cours et autorisations

Article 5 : Transfert des marchés publics en cours

Article 6 : Modalités de gestion des dossiers contentieux et pré-contentieux

Article 7 : Signalisation maritime et balisage portuaire

Article 8 : Dragages

### TITRE 2 – RESPONSABILITES TRANSFEREES

Article 9 : Aménagement et exploitation des ports

Article 10 : Attributions de gestion

Article 11 : Pouvoir de police

### TITRE 3 – MODALITES DE TRANSFERT

Article 12 : Conditions financières

Article 13 : Dispositions relatives aux ressources humaines

Article 14 : Impôts et taxes

Article 15 : Entrée en vigueur du présent transfert

### TITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 : Archives

Article 17 : Assurances

Article 18 : Relations du bénéficiaire avec les services de l'Etat opérant sur les ports, notamment les services des Douanes

Article 19 : Impression et diffusion

Article 20 : Publication

Article 21 : Règlement des litiges

## ANNEXES

ANNEXE n°1 : Procès-verbaux de délimitation des ports concernés

ANNEXE n°2 : Plans des ports concernés

ANNEXE n°3: Règlements spécifiques applicables

ANNEXE n°4 : Descriptif technique des ports concernés

ANNEXE n°5 : Etat récapitulatif des autorisations et conventions délivrées

ANNEXE n°6 : Liste des marchés publics transférés

ANNEXE n°7 : Liste des contentieux en cours

ANNEXE n°8 : Signalisation maritime et balisage portuaire

ANNEXE n°9 : Convention relative aux dragages

ANNEXE n°10 : Dossier CLERCT / Dotation de transfert

ANNEXE n°11 : Convention relative à la mise à disposition du personnel



Envoyé en préfecture le 12/12/2017

Reçu en préfecture le 12/12/2017

Affiché le



ID : 033-200075992-20171208-47\_2017-DE